

Provins, le 19 juillet 2017

Solidaires Finances Publiques 77

à

Mme ou M. le Maire

Objet : suppression de Votre Trésorerie

Madame ou Monsieur le Maire,

Solidaires Finances Publiques, première organisation syndicale à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et à la Direction Départementale (DDFIP) de Seine et Marne, est informé depuis peu de la fermeture de la trésorerie dont votre commune dépend. Cette perspective devrait être entériné lors du prochain Comité Technique Local qui se réunira le 8 septembre prochain. Pour sa part, Solidaires Finances Publiques s'y oppose.

Nous sommes attachés à ce service public de proximité. Il répond aux attentes de nombreux de vos administrés comme en témoigne le flux permanent des usagers reçus. Cela vaut lors des dépôts des déclarations d'impôts sur les revenus, comme actuellement, mais également lors de l'édition des avis d'impositions y compris locaux qui durent de la fin de l'été jusqu'au début de l'hiver. Cela vaut aussi pour les paiements des services que vous rendez quotidiennement à vos administrés (cantine, crèche, etc).

Pour nous, cet attachement, en plus du devenir propres aux agents des Finances Publiques, constitue donc une réponse aux besoins des concitoyens qui ne pourra être remplacé par tout moyen technologique. Une relation humaine quelle qu'elle soit est l'unique moyen de familiariser nos concitoyens avec nos administrations souvent mal perçues. En votre qualité de Maire, nous pensons que vous partagez cette nécessaire proximité.

Et pourtant, les attaques menées contre le service public et au cas particulier contre la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) sont multiples et prétextées principalement par la baisse des dépenses publiques. La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002. En Seine et Marne, à la DDFIP 77, ce sont près de 550 emplois qui ont été supprimés dans cette même période.

Au-delà des conséquences sociales, les sites de proximité disparaissent. Après LA CHAPELLE LA REINE, CHATEAU LANDON et St FARGEAU-PONTHIERRY, LIZY sur OURCQ, GUIGNES, BRIE COMTE ROBERT, TOURNAN et LA FERTE GAUCHER, **sont envisagées au 1er janvier 2018, les trésoreries de REBAIS, DAMMARTIN EN GOELE, MORET SUR LOING, LE CHATELET EN BRIE.**

Pour la Direction, ces suppressions de sites sont justifiées par la « taille critique » des sites et la réorganisation des communautés de communes voulue par la loi Notré.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, la « taille critique » a été sciemment organisée par les 550 emplois supprimés et la réorganisation des intercommunalités ne justifie pas à elle-seule, la suppression de sites au plus proche des usagers. Pourquoi n'a-t-il pas été envisagé de créer un site par communautés de communes ?

Par ailleurs, au moment où l'État demande beaucoup aux collectivités locales, le regroupement des postes comptables éloignera le receveur municipal et le rendra moins disponible pour assurer la mission de conseil budgétaire et financier qu'il exerce aujourd'hui auprès de vous.

Nous vous proposons de vous rencontrer, d'évoquer ces sujets et d'élaborer éventuellement les moyens au maintien du Trésor Public au sein de votre commune.

Dans l'attente, recevez, Madame, Monsieur le Maire, l'assurance de notre attachement profond au service public républicain.

Sylvie ANSELIN
Secrétaire départementale

Contact : Sylvie ANSELIN - 06 14 26 81 75